



Des Faux enjeux pastoraux et du débat sur l'aménagement des territoires de montagne, par Farid Benhamou (*Le Courrier* n°48),

Quel soulagement de voir enfin une telle publication, j'avais jusqu'alors l'impression sur le terrain d'être une sorte d'extra-terrestre, avis partagé par bien de mes collègues.

Garde forestier dans les Alpes-Maritimes, je vis quotidiennement la confrontation entre ce que l'on pourrait appeler les « pro » et les « anti-loup ». Ce face-à-face m'étonne réellement, comment peut-on perdre autant de temps sur un problème aussi secondaire, alors que les réels problèmes de la filière ovine sont occultés ? L'OFIVAL ne semble d'ailleurs pas vraiment préoccupé par la présence des grands prédateurs, mais relève plutôt des contraintes d'ordre concurrentiel ou de gestion.

Avec un prélèvement de moins de 0,05% attribué aux grands prédateurs, il est évident que la filière n'est pas mise en danger par la seule présence de ces animaux.

Contraintes de gestion, alors ? Les éleveurs et bergers concernés ont sûrement plus de difficultés avec le retour des prédateurs. Des habitudes ont été prises et en changer semble difficile. Comme nous le montre l'exemple récent du dérochement d'Isola, où le troupeau était constitué de 4 000 têtes, gardé par un berger et une aide-berger occasionnelle ; comment peut-on espérer travailler dans de bonnes conditions avec un pareil troupeau ?

La dérive est inquiétante, non seulement pour la sécurité du troupeau qu'il est, avec une telle taille, pratiquement impossible de protéger, mais aussi pour la gestion même des pâturages. Les troupeaux sont, en fait, laissés très libres, en quasi-divagation dans les montagnes. Historiquement, nous pouvons considérer que le parcours des troupeaux a eu une action bénéfique en montagne. Le pâturage a permis, en effet, de maintenir l'avancée de la forêt et, donc, de favoriser la biodiversité. Toutefois, nous remarquons maintenant une dégradation importante du milieu alpin dans de nombreuses zones. En effet, de nos jours, l'absence de gestion des parcours de pâturage a des effets pervers, les moutons livrés à eux-mêmes choisissent leur parcours en fonction de l'appétence des végétaux et du relief. Au final, nous nous trouvons en présence de deux évolutions différentes sur les lots de pâturage, les zones réellement parcourues par les troupeaux sont surpâturées et le cortège végétal s'appauvrit très vite ; dans le même temps, les zones délaissées voient le milieu se refermer. Dans les zones de parcours intermédiaires, le surpâturage est aussi observé mais de manière plus subtile. Les végétaux avec un fort potentiel d'appétence disparaissent tandis que les autres se développent, ce qui donne en fait une diminution des espèces présentes sur une zone et, ensuite, une fermeture du milieu.

Hors des considérations écologiques, nous pourrions penser que le retour des prédateurs pourrait avoir un effet bénéfique sur les milieux alpin et subalpin. En effet, les modifications de gestion qu'il implique permettraient aux bergers de pouvoir mener plus rigoureusement leurs troupeaux et de retrouver la réalité historique d'entretien de la biodiversité montagnarde.

Plutôt qu'une calamité, il suffirait de peu pour que la présence des loups devienne une chance pour les éleveurs locaux. Les contraintes économiques internationales les ont obligés à simplifier au maximum les règles de gestion des troupeaux. Les prédateurs, avec la prise de conscience du public et des

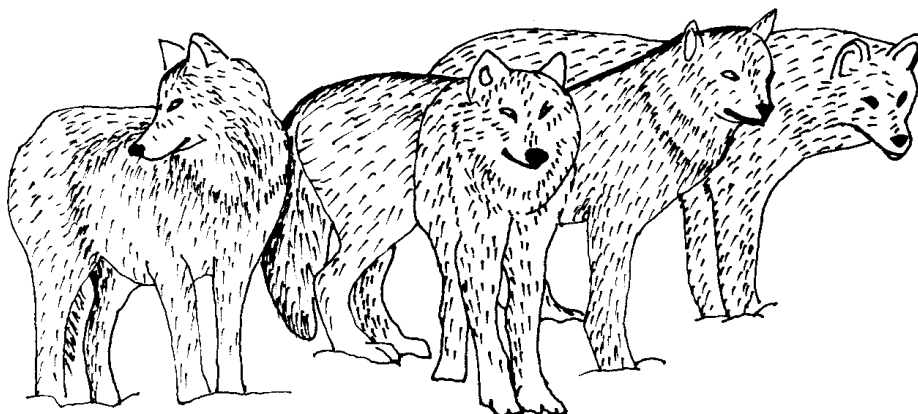
pouvoirs publics sur les difficultés du métier, ainsi que les aides apportées par l'État et l'Europe, permettraient de valoriser ce travail à sa juste valeur et, de fait, permettre une gestion adaptée.

Malheureusement, il semble que le choix ait été de se servir du loup comme d'un bouc émissaire, politiquement et à court terme. C'est peut-être une solution intéressante, mais la nature doit se penser à long terme. Les gains financiers et électoraux seront vite oubliés lorsque nous essaierons d'effacer les dégradations qui sont en œuvre.

Eric Raffi

18 rue des Alziary, 06910 Roquesteron

eric.raffi@cyber-nature.org



Des Ateliers de lecture à la question – chronique par Pierre Marsal (*Le Courrier* n°49)

Votre intéressante chronique m'incite à vous livrer cette réponse. Je vais essayer d'écrire ma lettre en français correct bien que la pratique quotidienne et obligatoire du « basic-english » rende la chose difficile.

Chercheur à l'INRA depuis 33 ans, je suis peu représentatif puisque je lis souvent de la littérature et y prend du plaisir : romans, poésies, essais, tout y passe. Aussi votre question m'interpelle : pourquoi les chercheurs ne lisent-ils pas ? La formation scientifique ne favorise évidemment pas la chose, mais enfin, ce n'est pas rédhibitoire car la lecture s'apprend essentiellement seul. Cela n'a rien à voir non plus avec un sentiment de menace face à la société. Tant d'autres groupes sont plus menacés, à commencer par les littéraires.

A. Finkelkraut dit que la fonction de l'art est d'éprouver son être. C'est bien là qu'est le problème. Éprouver son être implique d'avoir une riche subjectivité et de la nourrir en l'exerçant. Or les chercheurs passent leur temps à faire fonctionner à haute dose leur capacité de raisonnement objectif, en négligeant leur subjectivité, qui finit par être étouffée. Ils deviennent des hyperspécialistes de la rationalité. Quand on leur fait toucher du doigt leur handicap de subjectivité, cela fait évidemment mal. Déjà Montaigne ironisait sur ceux qui savaient tout sur les crues du Nil, mais ne se connaissaient pas eux-mêmes. Darwin raconte dans ses mémoires que la poésie l'énerve, alors qu'il l'aimait quand il était étudiant, et il regrette cette situation, se reprochant d'avoir cessé de lire. L'inverse se produit également : l'écrivain Philippe Delerm dit : « comprendre m'empêche de regarder ».

Cette carence des chercheurs est évidemment gênante pour l'appréhension convenable des questions qui ne peuvent se ramener au rationnel pur tel que l'environnement ou l'éthique. La quête objective du réel est une chose magnifique, mais il faut reconnaître qu'on en met une sacrée dose dans les 37,5 (pardon, 40) années de vie professionnelle ininterrompue. Pour les années sabbatiques, prière de voir ailleurs.

Votre initiative est intéressante, dites-moi si je peux vous aider.

Bernard Pommel

INRA, unité Environnement et Grandes cultures, 78850 Thiverval-Grignon

pommel@grignon.inra.fr

De La santé ou l'environnement ? Essai de diagnostic d'un modèle socioculturel,par Gérard Bertolini (*Le Courrier* n°49)

Il est effectivement intéressant d'inventer Hygie et d'analyser les effets de son comportement, mais les exemples donnés sont caricaturaux et contradictoires. Les gens mangeant bio ne se « gavent » pas de médicaments. C'est justement pour essayer de les éviter qu'ils mangent bio. Le choix de la bio préserve les sols (*cf* article dans *La Recherche* du mois de septembre 2003). La « vieille » voiture ne sert que quand les autres moyens de transport (vélo, bus...) ne sont pas adéquats. Boire l'eau en bouteille est pratiquement « obligatoire » dans certaines régions où l'eau du robinet est gravement polluée. Dans ce cas, Hygie a-t-elle le choix de son comportement ?

Dans ce type d'analyse des effets de nos comportements, je préfère l'approche de Greenpeace, plus responsable et moins égocentrique.

Hygie ne pense qu'à elle et à sa petite santé. Il existe des gens qui pensent aussi à l'avenir de notre village terre. Sous prétexte de science, comme par hasard Hygie est une femme. Comme par hasard, c'est un comportement qui commence à être responsable (on commence par soi et on élargit) qui est démontré néfaste. Les questions que cela pose sont multiples. Qu'est-ce qui est fait officiellement pour aider à penser « responsable » ? Hygie est toute seule. Or, seules des actions collectives peuvent permettre d'aller vers un peu plus de prise de conscience.

Derrière l'analyse d'un phénomène apparemment « individuel » se profilent justement toutes les incohérences et faillites institutionnelles et nous voilà dans le champ du politique !

Doris Hugonnet*dorishug@wanadoo.fr*

À propos de l'article « **Peut-on protéger la santé et l'environnement ?** » de Dominique Buffier dans *Le Monde* du samedi 6 décembre 2003, qui évoque l'article de Gérard Bertolini [...].

Je ne peux rentrer dans tous les détails des réactions que suscite en moi cet article par manque de temps et de compétence. Mais que veut dire l'auteur ? Pourquoi avoir choisi un personnage du nom d'Hygie qui fait n'importe quoi ? On peut d'ailleurs imaginer qu'elle rapporte dans une déchetterie ses emballages plastiques afin qu'ils soient recyclés. Encore que j'ai lu que le recyclage du verre revenait plus cher que d'en fabriquer du neuf ! Hygie pourrait très bien militer pour que le ferroutage des marchandises soit à l'ordre du jour pour le transport des marchandises, ce que l'auteur n'évoque pas. Je ne comprends pas d'ailleurs, avec le profil dont M. Bertolini l'a affublée, pourquoi il lui fait consommer des médicaments. À mon avis, quelqu'un qui ne fume pas, qui tente de manger sainement n'absorbe pas des substances médicamenteuses. On pourrait discuter longuement sur le fait que bien qu'elle conserve son véhicule de longues années (ce que l'auteur trouve dangereux), le fait qu'elle privilégie la marche et les transports en commun pour le quotidien doit certainement contribuer à ne pas charger l'air de pollution et l'auteur n'a pas pris en compte l'énergie consommée pour fabriquer les véhicules neufs et les déchets occasionnés par la mise au rebut des automobiles vieillissantes.

Évidemment, cette harpie ne veut pas entendre parler de compostage, ce qui peut se comprendre si elle habite un appartement. Je ne crois pas qu'elle le refuse si elle habite une maison individuelle à condition d'avoir du temps. Il faut en effet trier le végétal et le disposer dans une poubelle à part, ensuite penser à le mettre dans un nouveau bac, si l'ancien est déjà en train de « fermenter ». Cultiver les plantes qui sont des activateurs de compostage, penser à aérer le compost, le protéger de la pluie ou du soleil trop fort, l'arroser en cas de fortes chaleurs comme ce fut le cas cet été. On a compris que tout cela demandait du temps ce dont notre jeune femme ne dispose vraisemblablement pas si elle travaille.

L'auteur pense-t-il que l'on vive vieux à l'ombre des incinérateurs et que l'on ne développe pas des cancers ? N'y a-t-il pas d'autres solutions ou n'y aurait-il pas d'autres solutions à envisager que de brûler ? Déjà à l'échelle industrielle, le compostage pourrait être utilisé.

Je ne sais pas pour qui roule cet auteur et ce qu'il veut démontrer : qu'il vaut mieux ne rien faire, bouffer n'importe quoi, boire l'eau du robinet quelle qu'elle soit, changer de voiture toujours afin d'avoir la moins polluante, accepter les déchetteries et les incinérateurs par civisme ? Bref, j'arrête : c'est n'importe quoi et je ne sais pas pourquoi Dominique Buffier a pris la peine d'en parler.

J'habite à Drap, proche de Nice, la vallée du Paillon dite aussi vallée rouge parce qu'elle fut longtemps un arrière-pays avec des maires communistes. Depuis deux ans que j'y réside, je me suis engagée dans une association défendant l'environnement. C'est très dur. Nous avons deux cimenteries dont l'une, Vicat, voulait brûler les farines animales et l'autre, Lafarge, a eu l'autorisation du préfet pour brûler des

DIS (déchets industriels spéciaux) dans des cheminées non prévues pour. Nous avons également une déchetterie Oredui-Vivendi les pieds dans la rivière le Paillon, de l'autre côté l'usine de stockage chimique Brenntag presque Seveso. Un peu plus loin, quartier l'Ariane à Nice mais zone franche Juppé, un incinérateur qui avant les normes européennes crachait pollueait jusqu'à 70% au-dessus du seuil. La SNCF vient de supprimer le ferroutage lié à l'activité de Vicat pour cause de déficit national malgré les désapprobations unanimes. Les avocats du préfet, M. Breuil qui vient de Haute-Savoie, ont imposé le brûlage en invoquant une urgence et accusent les gens des vallées qui vont travailler à Nice et qu'ils nomment « les nouveaux banlieusards » de polluer la vallée avec leurs automobiles. Bref, j'arrête là, parfois c'est à désespérer que des scientifiques qui ont un peu de crédit dans les médias ne contribuent pas à faire évoluer la mentalité française.

Evelyne Ziane-Baudu

1704 Corniche Normandie-Niémen, 03340 Gap

À propos du « **Développement durable** » : peut-on penser juste avec des idées fausses et des concepts chewingomesques ?

Quelques lignes « En réaction à des textes récents parus dans *Le Courrier* et dans certains rapports officiels destinés à la DG de l'INRA ».

Si tout le monde parle du développement durable depuis les « entreprises zétiques » jusqu'aux zélotes de l'altermondialisation, c'est bien qu'il doit y avoir quelque anguille sous roche, anguille à avaler pour certains à n'en point douter.

Dans le dernier numéro du *Courrier* et en parlant des vaches de la République, B. Vissac écrivait à propos du développement durable : « Est-ce un nouveau slogan temporaire, plus fort peut-être que les précédents (productivité, équilibre lait-viande, autonomie) et à la mesure d'une société qu'on dit bloquée ? »

On peut légitimement se poser cette question quand on lit dans un très sérieux rapport, écrit par d'éminents chercheurs (B. Hubert et O. Godard : *Le développement durable et la recherche scientifique à l'INRA*, daté du 23 décembre 2002) peu suspects de pratiquer la pensée réductrice, une sorte de condensé de l'histoire de la genèse du concept de « développement durable ». Ce concept émerge au début des années 1980 et prend le relais de celui d'« écodéveloppement » qui, selon ces auteurs, « aurait été écarté » sous la pression des grands opérateurs internationaux et des États dominant « car trop radical et trop politique ». Curieusement, mais les auteurs n'en disent mot, c'est aussi l'époque où commence à déferler la vague néolibérale prônant à tout-va la liberté du marché et la dérégulation. On lui aurait alors préféré celui de développement durable.

Dans un magnifique sursaut de réalisme « sémantique », les auteurs notent toutefois avec une pudeur touchante que « le développement durable constitue une catégorie sémantique qui trouve sa source dans le registre de l'idéologie au sens neutre d'ensemble de valeurs et d'idées mobilisatrices, plus que dans la science ».

Et nous voilà donc embarqués sans crier gare sur le navire idéologique du développement durable pour fonder la nécessité d'une nouvelle politique de recherche à l'INRA. On croit un peu rêver.

On peut d'autant plus s'interroger sur le sérieux d'un tel préambule justificateur que, plus avant dans leurs propos, ces auteurs ont écarté en deux phrases réductrices et sans la moindre analyse du contenu, les travaux pourtant désormais mondialement connus et appréciés de Nicholas Georgescu-Roegen, accusé de relever d'un « courant prônant une remise en cause radicale du projet même de développement » et qui serait enfermé dans des « représentations teintées de catastrophisme et de radicalisme ».

Il se trouve que j'ai participé les 26 et 27 septembre dernier à Lyon à un colloque organisé par différentes revues (*L'Ecologiste*, *Silence*, *Casseurs de Pub*) sur le thème de la décroissance, durant lequel les travaux et la pensée de Georgescu-Roegen ont été amplement présentés. Quant on l'a lu, lui qui fut l'inspirateur de la bioéconomie, il n'y a là rien de réducteur ni de catastrophiste, seulement l'analyse rigoureuse, froide pourrait-on dire, d'un économiste qui fut d'abord mathématicien statisticien, armé d'une solide culture en physique et en épistémologie des sciences physiques et dont la critique fondamentale du développement économique se fonde sur l'élargissement à l'ensemble des ressources naturelles du second principe de la thermodynamique selon Carnot dite loi de l'entropie.

« Les matières premières minérales (formées et accumulées dans la longue évolution géologique et biogéochimique de la croûte terrestre) qui sont accessibles à l'ingéniosité humaine constituent non

seulement un patrimoine commun (à toute l'espèce humaine) dont la quantité totale est limitée (même si les limites sont difficiles à évaluer) mais encore et surtout un stock de basse entropie (c'est-à-dire très ordonné) qui - malgré les améliorations du système technique de production, le recyclage et la lutte contre le gaspillage - s'épuise inexorablement. Les générations futures seront confrontées à cette raréfaction des ressources naturelles que nient purement et simplement de nombreux économistes [...] »

Jean-Paul Gachet

jeanpaul.gachet@laposte.net

De L'élevage bovin et du développement durable, par Bertrand Vissac (*Le Courrier* n° 49)

Au nom du principe de précaution !

Au nom du principe de précaution, entre 1991 et octobre 2003, 100 000 bovins ont été sacrifiés en France, des milliers et des milliers d'ovins, de caprins, de porcs, de volailles, de bovins en Europe !

De René Descartes (1596-1650), nous avons suivi aveuglément la célèbre théorie des « animaux-machines ». En effet, les bêtes sont, selon ce philosophe, dénuées non seulement d'intelligence mais aussi de sensibilité et de sentiments ! Pour rationaliser notre élevage selon cette idéologie, notre gouvernement fonda, en 1964¹, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Cette académie reçoit alors la mission « de mettre au point les techniques de l'élevage intensif des animaux qui nous prodiguent lait, viandes, œufs. Il s'agit de déterminer les besoins alimentaires des animaux, de maîtriser les processus de reproduction, d'améliorer le matériel génétique, d'identifier, de traiter, de prévenir des phénomènes pathologiques ». C'est ainsi que « l'élevage qui était dans notre société paysanne, l'art d'élever les animaux, de les faire naître, de veiller à leur développement et à leur reproduction », est devenu un ensemble de techniques, appelé « production animale ». Aussi, en quelques décennies, avons-nous vécu « la fin des paysans » et le remplacement de leurs fermes familiales par des ateliers de production, caractérisés par la spécialisation, l'intensification, l'automatisation et la concentration.

Or, en 2003, nous constatons que « les animaux sont malades de l'homme et réciproquement ».

À titre d'exemple : au sujet de la qualité du lait de chèvre, des transformateurs s'inquiètent des contaminations pathogènes : listéria, *Staphylococcus aureus*, salmonelles, *Escherichia coli*. Nous trouvons le même questionnement au sujet du lait de vache, de brebis, des viandes, des œufs.

Aussi, au nom du principe de précaution, ne nous suffit-il pas d'abattre inconsidérément les animaux, d'essayer de trouver des remèdes problématiques d'éradication des « maladies de la civilisation », comme le suggèrent des scientifiques ? La réponse à ces maux n'est-elle pas celle du bon sens paysan, celle que constate quotidiennement tout propriétaire d'un animal de compagnie : l'animal n'est pas une machine mais bien un être vivant, doué de sensibilité et d'affection ? Pour que l'animal domestique retrouve la santé ainsi qu'éleveur, milieu, consommateurs, nous faut-il restaurer notre agriculture paysanne. Ce n'est pas « revenir en arrière » que de bien traiter les humains, les animaux, la nature, comme l'a fait pendant des siècles notre civilisation paysanne. Cette renaissance, qui exige un effort collectif de la nation de plusieurs décennies devrait être notre grand projet pour le XXI^e siècle.

Lectures : *La France agricole* ; « Histoire de l'élevage français » par le docteur vétérinaire Jacques Risse, L'Harmattan, 1994 ; « Le stress en élevage intensif » par les docteurs vétérinaires Dantzer et Mormède, INRA-Masson, 1979 ; « Élevage caprin et qualité » publié par la chambre d'agriculture des Deux-Sèvres, 3 mai 2001 ; « Les vaches de la république » par M. Bertrand Vissac, directeur de recherches à l'INRA, INRA Éditions, 2002.

Jean Domec

32 rue de Beugaillard, 37550 Saint-Avertin

¹ NDLR : l'INRA fut créé en 1948.